Fiche pratique : modèle d'accord de coopération

Voici un modèle d'accord de coopération utilisé par la Direction des Archives de France. Dans la mesure où c'est un modèle, la plupart des domaines de coopération sont évoqués. Cependant, les termes de ce texte sont toujours négociés et adaptés en fonction des souhaits et des possibilités des partenaires. D'autres sujets de coopération peuvent aussi être prévus, de même qu'il est possible d'être plus ou moins précis dans le détail des activités et des projets.

Accord de coopération entre la Direction des Archives de et la Direction des Archives de France

Tenant compte de l'intérêt commun pour le développement de la coopération dans le domaine des archives, la Direction des Archives de et la Direction des Archives de France, ci-après dénommées " les parties ", ont conclu l'accord suivant :

Article 1

Les parties organisent l'échange d'informations et d'expérience dans le domaine des archives.

Article 2

Les parties procèdent gratuitement à l'échange de publications, littérature spécialisée, inventaires, recueils et tous autres documents pouvant servir au développement de la connaissance archivistique dans leurs pays respectifs.

Article 3

Les parties travaillent à enrichir leur connaissance mutuelle des fonds concernant l'histoire de leurs pays respectifs et les relations entre leurs pays.

Les parties s'efforcent de développer les échanges de copies de documents d'archives (sous forme papier, photographique ou de microfilm ou tout autre mode de reproduction), sur la base de la réciprocité et conformément à la législation nationale en vigueur.

Si l'une des parties souhaite publier les reproductions obtenues conformément à l'alinéa 2 du présent article, elle doit en demander préalablement l'autorisation à l'institution de l'autre partie détenant les originaux y afférant.

Article 4

Les parties procèdent à des échanges d'archivistes dans les conditions suivantes....., chacune dans la mesure de ses possibilités matérielles et financières.

La durée de ces séjours est fixée de façon concertée par les deux parties.

Le programme de ces séjours est établi de façon concertée par les deux parties, suffisamment à l'avance pour permettre une organisation adéquate du séjour et des travaux.

Article 5

Les parties mettent en place diverses actions de coopération professionnelle : participation aux conférences, séminaires, stages organisés par l'autre partie sur des sujets d'intérêt commun; édition conjointe de recueils et de documents concernant les relations historiques entre les deux pays; rédaction d'articles dans les revues professionnelles de deux pays; organisation ponctuelle d'expositions de documents d'archives.

Article 6

Dans l'intérêt de la coopération et de la recherche scientifique, les parties facilitent la communication des fonds relevant de leur compétence respective aux chercheurs ressortissant de l'autre partie, conformément à la législation en vigueur sur le sol national.

Les parties favorisent l'établissement de relations avec les institutions tierces de leurs pays respectifs, et apportent leur concours, dans la mesure du possible, à l'établissement de liens entre les services d'archives régionaux et locaux.

Article 7

Les parties s'efforcent ensemble de participer ou de contribuer à l'organisation d'actions de coopération multilatérale, en recherchant l'appui moral et financier des organisations européennes et/ou internationales compétentes.

Article 8

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature par les deux parties.

La durée du présent accord est de X ans, et sera automatiquement prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an renouvelable, s'il n'est pas dénoncé par écrit par l'une des parties trois mois avant son expiration.

Signé à, le, en deux versions originales chacune en langue et française valant également foi.

La Direction des Archives de la Direction des Archives de France
représentée par représentée par